

Questions orales

Quand le gouvernement va-t-il se resaisir et se décider à défendre l'industrie du bois du Canada avant que nous ayons tout perdu, les droits d'importation, les emplois et l'industrie toute entière?

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Il est parfaitement acceptable que les députés mettent une certaine énergie dans leurs questions, mais je pense qu'il est exagéré de se lancer dans des tirades sans fin.

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le seul échec en l'occurrence, c'est celui de l'opposition libérale qui est incapable d'adopter une position cohérente sur la question du libre-échange; elle en a pour l'instant au moins trois.

Des voix: Bravo!

Mlle Carney: J'affirme encore une fois, monsieur le Président, à vous et à la Chambre, que les règlements du GATT nous permettent de poursuivre activement cette question auprès de cet organisme, en vue d'amener les deux parties à s'entendre. Si le député connaissait un peu mieux le GATT, il le comprendrait. Mais son parti et lui-même ne comprennent rien au commerce international.

• (1430)

LA PROPOSITION AMÉRICAINE—LES MOTIFS DU REFUS

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, nous aussi nous venons à peine de recevoir les déclarations de la ministre voulant qu'une proposition américaine vienne d'être présentée, qu'elle soit inadmissible et qu'elle ne puisse pas servir de base de discussion. Je demande à la ministre de mettre le pays et la Chambre dans la confiance pour une fois, de nous dire en quoi la proposition américaine est inacceptable et pourquoi elle estime qu'elle doit être écartée maintenant?

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, la meilleure façon de répondre c'est de rappeler comme je l'ai fait plusieurs fois à la Chambre la déclaration faite à la conférence des premiers ministres où il a été dit que la position canadienne répondait à certains objectifs, notamment:

Les provinces vont conserver leur liberté d'action dans l'établissement du montant des droits de coupe. Une dangereuse évolution de la politique américaine des droits compensateurs va être évitée—De nouveaux conflits entre les provinces vont être évités.

Et surtout, monsieur le Président:

L'aptitude des provinces à définir elles-même leur propre politique de gestion des ressources naturelles ne va pas subir de limitations—Les autorités américaines de réglementation n'empiéteront pas sur la souveraineté canadienne en intervenant dans des méthodes de gestion provinciales.

M. Benjamin: Maintenant, répondez à la question.

Mlle Carney: Voilà nos objectifs, comme je ne cesse de le répéter, et je dis maintenant au député que la proposition américaine n'y répond pas.

LA POSITION DU PREMIER MINISTRE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, j'aimerais poser une question supplémentaire à la

ministre. Puisque dans ses récentes vacillations et volte-face elle s'est pliée aux désirs de M. Vander Zalm de la Colombie-Britannique, veut-elle nous dire aujourd'hui qu'elle condamne les efforts de ce dernier à ce sujet et ses affirmations voulant qu'un projet d'entente vienne d'être arrêté et puisse être annoncé presque immédiatement, comme constituant une ingérence dans les attributions fédérales en matière de commerce international?

M. le Président: A l'ordre.

M. Epp (Provencher): Vous avez toujours voulu la participation des provinces.

M. le Président: A l'ordre. La ministre.

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je n'ai pas entendu de question dans cette déclaration du député, comme vous le savez sans doute, et je ne sais qu'y répondre. Je pense que le député veut parler de certains articles qui citent le premier ministre de la Colombie-Britannique. Le premier ministre a siégé en cabinet toute la matinée. Je n'ai pu lui parler pour savoir ce qu'il a dit exactement.

* * *

LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT

LE COÛT DU SOMMET DE QUÉBEC

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, la question que je pose au premier ministre a trait à l'interprétation la plus coûteuse de *When Irish Eyes Are Smiling* de toute l'histoire de l'humanité. Le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre pourquoi il a choisi de dépenser 2,6 millions de dollars de l'argent des contribuables pour une rencontre d'une journée et demie, alors qu'il demande aux Canadiens ordinaires de se serrer la ceinture et de payer davantage d'impôts? Le moment n'est-il pas venu pour le premier ministre de prendre la parole à la Chambre et de présenter de plates excuses aux Canadiens pour cette orgie de dépenses?

Des voix: Bravo!

Une voix: Quelle est la question?

M. Riis: Personne ne veut y répondre.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Il faudra s'adresser au valet de chambre.

M. le Président: A l'ordre, je vous prie! Le très honorable premier ministre a la parole. Peut-être est-il parvenu à dénicher une question dans cette harangue.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Je n'ai pas trouvé de question, monsieur le Président, mais si le député s'imagine que je vais m'excuser pour avoir mené la politique étrangère canadienne de façon à établir des liens utiles et constructifs avec nos amis et alliés, vous vous trompez. Je n'ai pas à m'excuser auprès de vous de quoi que ce soit.

Des voix: Bravo!